



FACT DIALOGUE
Forest, Agriculture & Commodity Trade



Dialogue FACT Rapport De Progrès 2024

Message des coprésidents

Le gouvernement du Royaume-Uni et le gouvernement de l'Indonésie ont eu le plaisir de poursuivre leur coprésidence du Dialogue sur les Forêts, l'Agriculture et le Commerce des Produits de Base (FACT) tout au long de l'année 2024. Nous avons maintenant l'honneur d'accueillir le gouvernement de la Malaisie en tant que nouveau coprésident du FACT, tandis que l'Indonésie assumera le rôle de leadership dans le domaine thématique du Commerce et des Marchés.

Les coprésidents ont eu le plaisir de collaborer avec les autres pays membres du FACT pour faire avancer les quatre domaines thématiques inscrits dans la feuille de route FACT, lancée lors de la COP26, afin de progresser vers notre objectif commun de développement et de commerce durables, tout en protégeant les forêts et d'autres écosystèmes essentiels.

Ensemble, nous avons fourni un corpus solide de connaissances et de preuves, incluant des recherches ciblées qui ont facilité les discussions politiques sur les facteurs communs de production durable de matières premières ainsi que sur la traçabilité et la transparence des chaînes d'approvisionnement concernées. Nous avons identifié des approches prometteuses pour aider les petits exploitants à participer et à bénéficier d'un environnement commercial en mutation. Nous avons observé que les pays membres du FACT intègrent les principes et objectifs du FACT dans leurs plans nationaux, et nous avons mis en lumière des lacunes, des défis et des solutions qui contribuent à orienter la conception des programmes de financement climatique.

Les pays membres du FACT continuent de démontrer leur engagement et leur volonté de participer ouvertement à des discussions constructives d'apprendre les uns des autres et d'améliorer la communication. À travers les Forums du FACT et les événements en ligne, nous continuons à constater les avantages de rassembler les plus grands pays producteurs et consommateurs du monde pour apprendre les uns des autres grâce à de solides exemples nationaux et aux meilleures pratiques, afin d'informer les actions nationales. Bien que le FACT ne soit pas un espace de négociation formelle pour l'élaboration de politiques, nous sommes heureux de voir les pays appliquer, dans leurs propres contextes et intérêts nationaux, les enseignements tirés du Dialogue et des échanges.

Alors que nous accueillons notre nouveau co-président du FACT, nous renouvelons nos remerciements et exprimons notre profonde reconnaissance à nos

collègues du gouvernement d'Indonésie. Notre collaboration depuis la COP26 a permis d'établir avec succès le FACT comme une plateforme collaborative de dialogue et de faire progresser les actions du FACT Roadmap. Nous saluons maintenant les idées nouvelles et l'énergie renouvelée apportées par le gouvernement de Malaisie et attendons avec impatience de poursuivre les avancées réalisées jusqu'à présent.

Les préparatifs sont désormais en cours pour le prochain Forum en présentiel, qui se tiendra au début de l'année 2025. Ce troisième Forum du FACT réunira à nouveau en personne les représentants du FACT pour approfondir le dialogue sur un éventail de questions dans les domaines thématiques du FACT. Nous sommes impatients d'accueillir à nouveau les délégués en personne, afin de faire progresser le dialogue sur ces sujets essentiels.

Les pressions liées aux changements d'utilisation des terres et à la déforestation persistent, et atteindre les objectifs de la Déclaration des Leaders de Glasgow sur les forêts et l'utilisation des terres ainsi que ceux des Objectifs de Développement Durable restera un défi. Les initiatives collaboratives telles que le Dialogue du FACT jouent un rôle crucial pour accroître l'ambition et mobiliser les actions nécessaires. L'accent mis par le dialogue FACT sur les petits exploitants souligne également combien il est important de tenir compte de l'équité dans la transition vers des pratiques plus durables et de veiller à ce que des mesures soient mises en place pour améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs et protéger les communautés vulnérables.

Le Dialogue du FACT cherche à faire progresser le développement durable et le commerce, tout en protégeant les forêts et autres écosystèmes vitaux. Nous sommes fiers d'être un espace unique au sein du paysage plus large des acteurs et des plateformes traitant de ces enjeux cruciaux et continuons de mettre l'accent sur une participation équitable au sein des pays membres du FACT afin de garantir la collaboration la plus étendue possible.

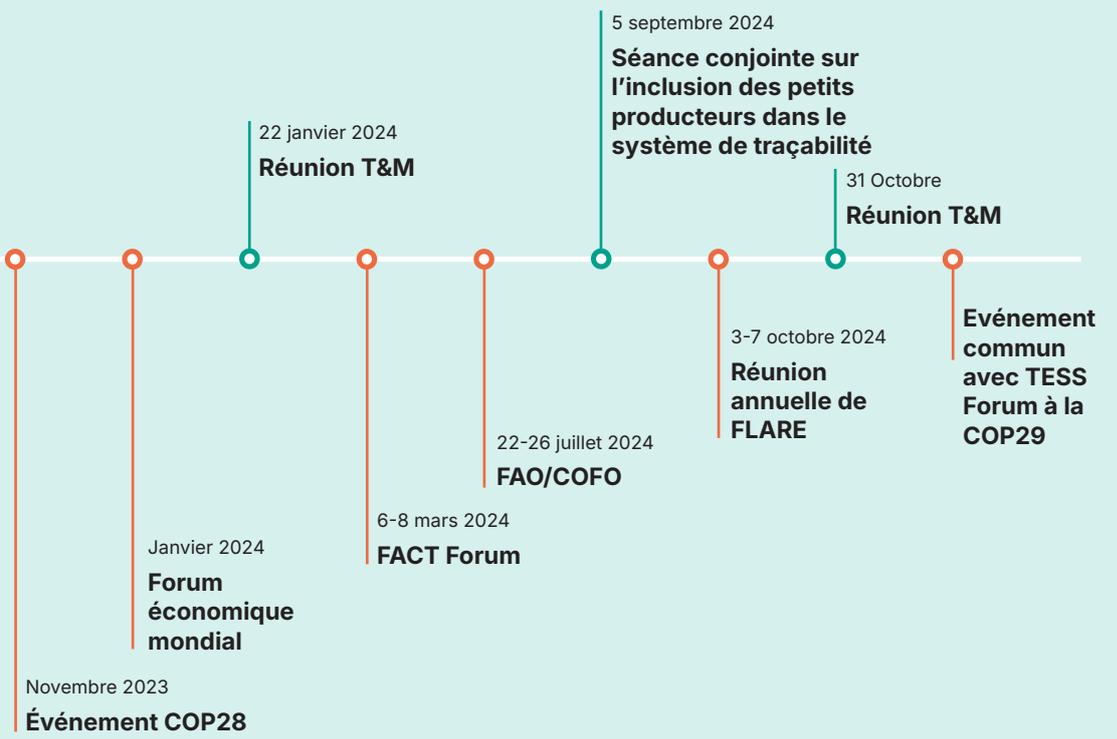
Les co-présidents du FACT souhaitent exprimer leur gratitude à tous les gouvernements membres du FACT pour leur participation active au Dialogue. À l'aube de l'année 2025, nous invitons les membres du FACT à rester engagés, à apporter de nouvelles idées et des exemples nationaux solides à l'échange, à renforcer la confiance et la compréhension mutuelle, et à participer à une course vers le sommet avec une ambition toujours croissante. Nous invitons les pays à travailler avec nous pour identifier les domaines les plus complexes du passage au développement durable et au commerce, et à relever ces défis à travers un dialogue ouvert et constructif.



D'un coup d'œil

Réunions

Événements



Introduction

Ce rapport d'avancement a été rédigé par le Secrétariat du Dialogue FACT afin de tenir informés les pays membres de FACT ainsi que la communauté des parties prenantes sur les progrès réalisés depuis la COP28. Le Dialogue FACT réunit 28 pays, principaux producteurs et consommateurs de produits agricoles et forestiers échangés au niveau international. Son objectif est de partager collectivement des exemples nationaux remarquables et des bonnes pratiques, et de développer des actions pouvant concerner des politiques, des approches volontaires, des technologies et des innovations en vue de la protection des forêts et d'autres écosystèmes essentiels, tout en favorisant le commerce durable et le développement.

Tout au long de l'année 2024, la mise en œuvre de la feuille de route du Dialogue FACT pour l'Action a continué de orienter les priorités de l'initiative à travers les quatre domaines thématiques suivants : Commerce et Marchés ; Traçabilité et Transparence ; Soutien aux Petits Producteurs ; et Recherche, Développement et Innovation.

Le Dialogue FACT contribue à façonner le développement de politiques et de réglementations concernant le commerce et le développement durables à travers une plateforme d'échange de connaissances unique et ouverte. Nous observons une participation forte et constante des pays du Sud global et des marchés émergents, où ces derniers mettent en avant des actions nationales en accord avec la feuille de route du Dialogue FACT.

Des progrès ont été réalisés dans le cadre du Dialogue lors du Forum FACT 2024, qui s'est tenu à Bali, en Indonésie, en mars 2024. Le thème principal de l'événement était « Agir ensemble pour un commerce durable — Coordonner les efforts pour des approches de production et de consommation durables des matières premières », mettant en lumière l'objectif de soutenir les pays membres du Dialogue FACT dans la préparation et l'identification de leurs besoins pour mettre en œuvre des réglementations et des mesures plus larges visant à stopper et inverser la perte des forêts d'ici 2030. Les pays membres ont progressé vers une

compréhension commune de la production durable, ont renforcé leur reconnaissance des efforts en cours dans le Sud global en faveur de la reconnaissance des marchés nationaux et des améliorations de la gouvernance forestière, et ont engagé un échange ouvert sur les défis liés aux réglementations des marchés consommateurs, telles que le règlement EUDR et les réglementations FRC du Royaume-Uni. Les délégués ont également convenu d'une série d'activités à mettre en œuvre en 2024, comprenant des séminaires d'experts sur la traçabilité et la transparence, et ont décidé de placer le financement et les systèmes agri-alimentaires à petite échelle au cœur des travaux en cours.

Nous continuons à constater l'impact du Dialogue tant au niveau national qu'international. Dans de nombreux pays, la durabilité et le commerce sont restés des priorités à l'agenda politique national, les enseignements et les perspectives issus du Dialogue contribuant à l'élaboration des politiques nationales. De nouvelles coalitions et forces opérationnelles internationales, telles que la Coalition pour la Reconnaissance des Marchés Élargis (BMRC), le Forest Climate Leaders Partnership (FLCP), et les groupes de travail pour soutenir la mise en œuvre du règlement EUDR, continuent d'être mises en avant et présentées au sein du Dialogue, les enseignements tirés de ces plateformes complémentaires nourrissant les échanges au sein du Dialogue FACT.

À l'approche de 2025, avec une attention croissante portée sur l'ambition et les progrès réalisés pour atteindre les objectifs, cibles et engagements pris dans le cadre de multiples initiatives et conventions internationales, le Dialogue FACT restera résolument engagé à garantir un espace de dialogue intergouvernemental participatif, amplifiant les voix des pays du Sud global, afin d'identifier les défis et de contribuer à l'augmentation nécessaire de l'ambition pour faire face aux crises climatiques et de biodiversité. Nous continuerons à travailler de manière collaborative avec les pays, en créant des opportunités pour mettre en valeur ces progrès, tout en nous efforçant de faire une contribution significative et impactante à la protection des forêts et des autres écosystèmes essentiels, tout en favorisant le commerce et le développement durables.



Progrès de la feuille de route FACT



Commerce et Marchés

Favoriser une compréhension commune des facteurs clés de la production durable afin d'harmoniser les attentes entre les pays producteurs et les pays consommateurs.

- L'étude sur la production durable et la matrice publiées en ligne
- La recherche met en évidence les points communs entre les produits de base et identifie les lacunes
- Travaux en cours pour documenter et partager les meilleures pratiques nationales par les pays membres

Explorer les moyens de mieux aligner les politiques d'offre et de demande afin d'inciter à une production et à une consommation durables.

- **Étude sur la production durable** et **matrice** publiées en ligne
- La recherche met en évidence les points communs entre les produits de base et identifie les lacunes
- Travaux en cours pour documenter et partager les meilleures pratiques nationales des pays membres

Explorer des moyens d'améliorer la reconnaissance mondiale des approches nationales en matière de durabilité.

- Participation à la Coalition pour la Reconnaissance des Marchés Élargis (BMRC) lors du Forum FACT 2024
- Travaux en cours pour continuer d'identifier les synergies et les opportunités d'engagement dans le partage de connaissances et l'apprentissage autour des approches nationales de durabilité



Soutien aux Petits Producteurs

Améliorer l'accès à et la disponibilité des financements pour les petits producteurs.

- Le Forum FACT 2024 met l'accent sur l'accès des petits exploitants au financement

Échanger sur les bonnes pratiques et identifier les approches efficaces pour étendre le soutien et le financement en faveur des petits producteurs agricoles.

- Le travail interne du G2G a été achevé pour identifier les lacunes et les approches prometteuses en matière de soutien aux petits exploitants.
- Six approches prometteuses ont été identifiées, notamment la professionnalisation des organisations de petits exploitants, le renforcement des capacités techniques, la garantie des droits fonciers, l'amélioration de l'accès au financement durable et à l'information, et le renforcement de la résilience par la restauration des écosystèmes.
- Une série de séminaires d'experts a été organisée (et se poursuit) pour combler les lacunes identifiées et partager les meilleures pratiques, avec des sessions adaptées aux lacunes spécifiques et aux approches prometteuses identifiées

Cartographier et examiner les dispositifs de soutien existants pour les petits producteurs.

- Travail continu sur la documentation des études de cas et des meilleures pratiques



Traçabilité et Transparence

Déterminer comment le dialogue FACT peut mieux soutenir d'autres processus et forums internationaux.

Engagement direct des parties prenantes, par exemple par le biais de réunions thématiques sur les petits exploitants, ainsi qu'un engagement plus large avec les parties prenantes et les plateformes concernées telles que l'OMC, le TESS, le Trade Hub, la FAO, le FLARE, l'ADP, le FCLP et le BMRC

Soutenir les pays et les parties prenantes dans l'identification et l'accès au financement, à l'assistance technique et au renforcement des capacités.

La recherche a identifié des domaines prioritaires liés au partage des données, au partage des coûts, à la participation des petits exploitants, à l'harmonisation des terminologies, aux approches en matière de vérification, à la collaboration et à l'instauration d'un climat de confiance, ainsi qu'aux lacunes à combler

Développer un ensemble de lignes directrices pour éclairer les approches des gouvernements nationaux.

L'engagement avec les pays co-facilitateurs se poursuit, afin de discuter de ce sujet

Évaluer les systèmes de traçabilité et de transparence existants et identifier les lacunes les plus significatives en matière de données.

Rapport : [Traçabilité et Transparence dans les Chaînes d'Approvisionnement des Produits Agricoles et Forestiers](#)

Un message de l'Indonésie

Le gouvernement de la République d'Indonésie copréside le Dialogue FACT depuis son lancement lors de la COP26 à Glasgow, en collaboration avec le gouvernement du Royaume-Uni. Au cours de cette période, nous avons constaté que le Dialogue FACT est le signe de l'engagement collectif des plus grands pays producteurs et consommateurs mondiaux, visant à collaborer les uns avec les autres à travers un forum ouvert pour œuvrer ensemble en faveur du développement durable et du commerce, tout en protégeant les forêts et autres écosystèmes vitaux. Nous reconnaissons, et continuerons de reconnaître, le Dialogue FACT comme une plateforme essentielle pour l'action visant à lutter contre le changement climatique et la perte de biodiversité, tout en promouvant des moyens de subsistance durables.

Alors que nous assumons désormais un rôle de leadership dans le domaine thématique du Commerce et des Marchés, nous accueillons chaleureusement le nouveau coprésident entrant, le gouvernement de la Malaisie. Nous nous réjouissons de continuer à travailler en étroite collaboration avec nos collègues de la Malaisie et du Royaume-Uni, à mesure que nous guidons le Dialogue FACT vers 2025 et au-delà.

Le gouvernement de l'Indonésie est fier de nos réalisations durant notre mandat en tant que coprésident du Dialogue FACT. Notre engagement et notre leadership dans cette initiative importante ont contribué à nos efforts, tant au niveau national, régional qu'international, en vue d'atteindre des chaînes d'approvisionnement durables. Au niveau national, nous avons mené des consultations sur la feuille de route du Dialogue FACT, sensibilisant les ministres à cette initiative. Nous avons également lié explicitement le Dialogue FACT à notre objectif de devenir un puits de carbone net en matière de forêts, d'utilisation des sols et de gestion des terres (FOLU) d'ici 2030. Cette initiative a contribué aux travaux sur les normes en Indonésie concernant la traçabilité et la transparence, y compris un récent règlement présidentiel relatif à l'initiative de l'Huile de Palme Durable Indonésienne (ISPO), qui attend actuellement l'approbation présidentielle. Notre travail sur le Dialogue FACT a également offert à l'Indonésie une occasion de renforcer la coordination entre les ministères, ce que nous considérons comme essentiel lorsqu'il s'agit de traiter des questions complexes dans le secteur foncier, en particulier en ce qui concerne le commerce, la durabilité, l'environnement, la biodiversité et le changement climatique. Notre ministère de l'Environnement et des Forêts a assuré le rôle de coprésidence au sein du Dialogue FACT, fournissant une supervision stratégique et des orientations, et prenant la parole

lors d'événements de haut niveau, tandis que la mise en œuvre quotidienne de notre engagement dans le dialogue a été dirigée par le Ministère de la Coordination des Affaires Économiques et par un secrétariat indonésien du Dialogue FACT. Nous avons également coordonné nos efforts avec le ministère de l'Agriculture à plusieurs moments au cours de cette période.

Au niveau régional, notre rôle dans le Dialogue FACT a soutenu la création de la Force de Tâche Conjointe Ad Hoc entre l'Indonésie et la Malaisie avec l'Union Européenne, afin de répondre aux préoccupations, soutenir la coordination et promouvoir une compréhension mutuelle de la production durable, ainsi que de la traçabilité et de la transparence. Au niveau international, notre leadership dans le Dialogue FACT a soutenu la création de la Coalition pour la Reconnaissance des Marchés Élargis (BMRC), qui s'appuie sur les travaux du processus FLEGT / VPA (Application des lois forestières, gouvernance et commerce / Accord de Partenariat Volontaire). La BMRC compte actuellement six pays membres (Cameroun, Ghana, Guyane, Indonésie, Libéria et République du Congo) et cherche à encourager une bonne gouvernance forestière par la reconnaissance mutuelle des systèmes nationaux de garantie de la légalité du bois et de gestion durable des forêts, facilités par un processus d'évaluation indépendant.

Pendant notre mandat de coprésidence, nous avons eu le plaisir d'accueillir deux visites des représentants du Dialogue FACT du gouvernement du Royaume-Uni en Indonésie. Ces visites officielles nous ont permis de mener des discussions stratégiques approfondies sur le Dialogue en tant que coprésidents. Nous avons également été très heureux d'accueillir nos collègues du Royaume-Uni lors de visites sur le terrain pour découvrir des exemples de gestion durable des forêts et de conservation de la biodiversité dans le Nord de Sumatra, en Aceh et à Kalimantan.

En mars 2024, l'Indonésie a eu l'honneur d'accueillir le deuxième Forum FACT, qui s'est tenu à Ubud, centre spirituel et culturellement riche de Bali. En mars 2024, l'Indonésie a eu le privilège d'accueillir le deuxième Forum FACT, organisé à Ubud, centre spirituel d'une richesse culturelle incomparable de Bali. Nous sommes satisfaits des résultats du Forum FACT 2024, qui a offert l'opportunité de faire progresser les discussions sur la reconnaissance des marchés nationaux et de mettre en lumière les besoins persistants des petits producteurs vulnérables.

La participation à des événements et leur organisation ont constitué un élément essentiel du dialogue depuis son lancement en 2021. Au cours de cette période, nous avons eu le plaisir d'organiser plusieurs événements en Indonésie et à l'international,

notamment notre événement de lancement du FACT à Jakarta en 2022, en présence de représentants du Royaume-Uni et de l'Indonésie, ainsi que de membres de la société civile indonésienne et du secteur privé. Lors de notre présidence du G20 en 2022, nous avons également organisé un événement dédié au FACT, en marge de la réunion des ministres de l'Agriculture. Au niveau international, nous avons organisé plusieurs événements lors des Conférences des Nations unies sur le climat, aux COP 26, 27 et 28, au pavillon indonésien, tout en nous associant au Royaume-Uni pour des événements FACT organisés au pavillon britannique. Nous avons également eu le plaisir de fournir des conseils stratégiques au Secrétariat du FACT dans la préparation des nombreux événements en ligne organisés autour des axes thématiques du FACT, concernant le soutien aux petits producteurs, la traçabilité et la transparence, le commerce et les marchés, ainsi que la recherche, le développement et l'innovation.

L'Indonésie réaffirme son engagement envers le Dialogue FACT, et nous sommes impatients de

poursuivre notre rôle de leadership au sein du FACT, alors que nous nous préparons à co-faciliter l'axe thématique du Commerce et des Marchés aux côtés du Royaume-Uni. Nous reconnaissons le travail remarquable accompli dans cet axe du Dialogue, en particulier les progrès réalisés vers une compréhension commune de la production durable, et nous attendons avec impatience un accent accru sur la reconnaissance des marchés nationaux.

Nous tenons une fois de plus à exprimer notre gratitude au Gouvernement du Royaume-Uni, ainsi qu'à nos collègues du Secrétariat du FACT, sans oublier notre propre personnel et nos conseillers qui ont soutenu notre travail en tant que co-présidents. Nous souhaitons également la bienvenue à nos collègues du gouvernement de Malaisie dans ce rôle et restons disponibles pour apporter tout le soutien nécessaire. Nous sommes impatients de poursuivre nos efforts à vos côtés, alors que nous entamons l'année 2025, quatrième année du Dialogue FACT.



Le Forum du Dialogue FACT 2024

En mars 2024, les représentants des pays membres du Dialogue FACT se sont réunis à Ubud, Bali, Indonésie, pour le Forum FACT 2024 sous le thème : « Avancer ensemble vers un commerce durable—Coordonner les efforts pour des approches de la production et de la consommation durables des produits de base. » L'événement a été organisé par le gouvernement indonésien et soutenu par le gouvernement du Royaume-Uni. Il a réuni des représentants du FACT provenant de dix-huit pays membres du Dialogue FACT. L'événement a été inauguré par le vice-ministre, le Dr Alue Dohong, du ministère de l'Environnement et des Forêts de l'Indonésie, qui a souligné l'importance du Dialogue FACT en tant que plateforme d'action pour lutter contre le changement climatique et la perte de biodiversité, tout en promouvant des moyens de subsistance durables.

Tout au long des trois jours, les pays membres du FACT ont eu l'opportunité de collaborer sur chacun des axes thématiques du Dialogue, d'échanger des informations et des enseignements tirés de leurs expériences nationales, notamment en ce qui concerne une meilleure compréhension commune de la production durable, la reconnaissance des systèmes nationaux sur les marchés, les évolutions réglementaires à l'échelle mondiale, ainsi que la collaboration en préparation des futures réglementations du marché.

Une série d'exemples issus de différents pays a été mise en avant, conformément à la feuille de route du FACT. Sur le sujet crucial de l'évolution du paysage réglementaire et des préparatifs pour les exigences et réglementations à venir sur les marchés, le groupe a pris connaissance des approches nationales des systèmes de traçabilité pour le café et le cacao en Côte d'Ivoire, au Ghana et dans d'autres pays, mettant en lumière les progrès réalisés par ces nations dans la mise en œuvre de ces systèmes. Concernant le soutien aux petits producteurs, l'accent a été mis sur l'écart financier considérable et la reconnaissance que les petits exploitants agricoles, essentiels à la production alimentaire mondiale, ne reçoivent qu'une infime portion des financements climatiques disponibles, bien qu'ils soient particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique.

L'importance des directives pour la mise en œuvre de nouvelles réglementations a également été soulignée, les pays ayant pris connaissance des Lignes directrices de l'ASEAN-Chine et de la coopération commerciale sur la conservation de la biodiversité, qui identifient les enjeux liés à la biodiversité lors des activités d'investissement et de commerce, et exigent l'application de mesures de protection de l'environnement et de conservation de la biodiversité. Les exemples présentés concernaient le soja durable, la norme du caoutchouc naturel durable et l'huile de palme durable, en tant que produits de base essentiels au sein du Dialogue.

Au niveau international, les pays ont pris connaissance de la Task Force conjointe ad hoc, créée en août 2023 entre l'Indonésie, la Malaisie et l'Union européenne, afin de répondre aux préoccupations, soutenir la coordination et promouvoir une compréhension mutuelle concernant la mise en œuvre du Règlement européen sur la déforestation (EUDR).

Les membres du FACT ont également eu des échanges fructueux sur les défis liés aux réglementations émergentes des marchés, telles que le Règlement européen sur la déforestation (EUDR), la réglementation britannique sur les produits de base à risque forestier (UKFRC), ainsi que les politiques d'investissement agricoles et les initiatives de chaîne d'approvisionnement verte de la Chine. Ils ont discuté des efforts menés par l'Union européenne pour répondre aux défis rencontrés dans les pays producteurs, afin de soutenir la coordination et promouvoir une compréhension mutuelle. Le groupe a pris connaissance des obligations fondamentales imposées aux grandes entreprises opérant au Royaume-Uni, dans le cadre du règlement UKFRC. Des informations ont également été partagées sur la collaboration Chine/Royaume-Uni dans le cadre du programme International Forest Investment and Trade (INFIT), par lequel ces deux pays unissent leurs efforts sur des politiques et des systèmes, tels que des lignes directrices, visant à promouvoir des pratiques responsables de commerce et d'investissement à l'étranger dans les secteurs concernés, tout en développant des partenariats avec les pays producteurs pour renforcer la gouvernance forestière.

L'événement s'est conclu par des résultats concrets visant à poursuivre la mise en œuvre de la feuille de route du FACT, notamment par le biais de séminaires d'experts et d'événements gouvernementaux. Les retours ont été positifs de la part de tous les participants, plusieurs pays soulignant que l'événement a démontré qu'une collaboration efficace se développe entre les nations à travers le FACT, en tant que plateforme essentielle pour parvenir à des compréhensions communes et partager des expertises ainsi que des expériences à l'échelle nationale. Certains ont exprimé que la conférence avait offert plusieurs activités concrètes à rapporter dans leurs pays respectifs, afin d'influencer le développement des politiques. L'événement a été qualifié d'enrichissant et générateur de grande valeur, avec une appréciation exprimée pour l'approche transparente et ouverte adoptée par les délégués participants. Les pays ont également réaffirmé leur engagement continu envers le Dialogue FACT et se réjouissent de l'élaboration de nouvelles idées concrètes au cours de l'année à venir, ainsi qu'au sein des futurs Forums FACT.



Développement du Commerce et des Marchés

Tout au long de l'année 2024, les membres du FACT participant à l'axe thématique du Commerce et du Développement des Marchés ont poursuivi leurs discussions et partagé leurs expériences nationales autour de deux priorités majeures : (1) renforcer une compréhension commune de la production durable, et (2) la reconnaissance des marchés nationaux.

Dans un développement important au sein du Dialogue, le gouvernement indonésien a quitté son rôle de co-président du FACT pour rejoindre le Royaume-Uni en tant que pays co-facilitateur de cet axe thématique.

Travailler à une compréhension commune de la Production Durable

Les pays membres du FACT sont parvenus à un accord sur l'importance de collaborer pour établir une compréhension des facteurs communs nécessaires à une production durable. Une étude préliminaire et une revue de littérature ont été menées par le Secrétariat du FACT, accompagnées de consultations régulières avec les pays, et ont consisté à examiner comment la durabilité est définie et mise en œuvre dans les industries du bétail, du cacao, de l'huile de palme et du bois, dans divers pays producteurs et consommateurs de ces produits. Le travail en cours a analysé les approches de durabilité existantes, mettant en évidence les « facteurs » les plus fréquemment utilisés pour identifier les domaines de convergence et de divergence à travers les produits de base et les zones géographiques, et a permis de construire une base de preuves sous la forme d'une « matrice » identifiant l'impact et l'efficacité des initiatives de durabilité.

Les pays membres du FACT se sont réunis à plusieurs reprises et ont participé à des consultations sur la revue de littérature et la matrice des facteurs communs de durabilité, qui reposent sur quatre piliers de la durabilité : les considérations environnementales, sociales, économiques et politiques. L'étude a identifié que les enjeux fréquemment prioritaires sont : la protection et la gestion des écosystèmes, les conditions de travail et les droits, ainsi que le revenu décent et la diversification des moyens de subsistance. La question la moins souvent priorisée est celle du paiement des impôts et des redevances. Il ressort également que les aspects sociaux de la durabilité reçoivent moins d'attention, avec relativement peu de considération accordée aux croyances et pratiques culturelles, ainsi qu'aux savoirs locaux et traditionnels. Des différences ont également été observées entre les secteurs. Par exemple, le cacao privilégie la restauration des écosystèmes, les prix des produits de base et les investissements dans la production durable. Dans le secteur du bois, une plus

grande priorité est accordée aux aspects politiques de la durabilité, tels que les cadres juridiques et institutionnels.

La revue de littérature met également en évidence certains des défis les plus fréquemment identifiés dans les différents secteurs, les regroupant sous quatre thèmes :

1. La conception, le suivi et l'évaluation de nombreuses initiatives manquent de transparence, ou de méthodologies robustes et standardisées pour évaluer les impacts et mener des évaluations.
2. Dans de nombreux contextes, les petits producteurs et les communautés agricoles demeurent relativement marginalisés, avec un pouvoir limité pour influencer les interventions, ce qui fait que leurs besoins et priorités ne sont pas suffisamment pris en compte.
3. Les approches de l'agriculture et de la sylviculture durables se concentrent principalement sur des modèles de production à grande échelle, sans prendre pleinement en compte leurs impacts sur la diversité culturelle et la cohésion sociale.
4. Les prix des produits de base fixés sur les marchés internationaux échappent au contrôle des gouvernements ou des agriculteurs, ce qui souligne la nécessité d'explorer des mécanismes potentiels pour réguler les prix et renforcer la position des producteurs lors des négociations.

Lors du Forum FACT à Bali, les participants ont accueilli la matrice des critères de durabilité et la revue de littérature comme des outils précieux pour établir une compréhension commune, et ont convenu de travailler à la publication de ces documents. Ils ont souligné la nécessité d'équilibrer les perspectives des consommateurs et des producteurs, et de porter un accent supplémentaire sur les domaines identifiés comme recevant moins d'attention. Le manque d'alignement concernant les définitions de la « déforestation », des « forêts » et de la « durabilité » a continué d'être soulevé comme une préoccupation.

Tout au long de l'année 2024, des travaux ont été menés pour affiner et finaliser l'« étude des facteurs communs de durabilité et la matrice », y compris un événement organisé en octobre, qui a réuni à nouveau les pays membres du FACT pour partager des exemples nationaux concernant les mesures prises pour promouvoir une production durable. Lors de cet événement, des exemples ont été présentés par la République du Congo, l'Allemagne et le Pérou, mettant l'accent sur la nécessité de renforcer le soutien aux moyens de subsistance et aux capacités des petits producteurs, les liens entre les produits de base et le commerce à travers différents écosystèmes, les défis liés à la légalité, le manque de données et la manière de concilier les besoins économiques avec les impératifs environnementaux. L'événement a également présenté une gamme de solutions,

Fréquence des références aux critères de durabilité

Environnementaux

		 Bœuf	 Cacao	 Huile de palme	 Bois
 Ecosystem	• Protection et gestion des écosystèmes, y compris des forêts	●	●	●	●
	• Restauration des écosystèmes et reforestation	●	●	●	●
	• Protection de la biodiversité	●	●	●	●
 Climat	• Atténuation	●	●	●	●
	• Adaptation et résilience	●	●	●	●
 Eau	• Gestion de l'eau	●	●	●	●
	• Rivières et cours d'eau	●	●	●	●
 Sol	• Gestion des sols	●	●	●	●
 Déchets	• Gestion des produits chimiques et des déchets	●	●	●	
 Bien-être animal		●			

Sociale

 Droits des travailleurs	• Conditions de travail et droits	●	●	●	●
	• Équité/genre/discrimination	●	●	●	●
 Droits humains	• Droits fonciers et des ressources	●	●	●	●
	• Sécurité alimentaire		●	●	
 Communautés	• Institutions communautaires		●	●	●
	• Partage des bénéfices			●	●
	• Infrastructures sociales	●	●	●	●
 Culture	• Croyances et pratiques culturelles	●			●
	• Connaissances locales et traditionnelles	●			●

Économique

 Moyens de subsistance	• Revenu décent et diversification / moyens de subsistance alternatifs	●	●	●	●
 Paiement des taxes et des redevances					
 Prix	• Prix, primes de durabilité et accès au marché		●	●	●
 Investissement	• Accès au crédit, à l'investissement et aux plans de développement agricole	●	●	●	●

Politique

 Légalité	• Conformité légale	●	●	●	●
	• Application de la loi		●	●	●
	• Corruption				
 Gouvernance	• Cadre juridique et politique		●	●	●
	• Cadre institutionnel	●		●	●
	• Participation à l'élaboration des politiques	●	●	●	●
	• Transparence et éthique	●	●	●	●
	• Gestion financière		●		
	• Recherche et formation	●	●	●	●

Légende

● Fort

● Moyenne

(Source: [Sustainability Study](#))

notamment à travers des partenariats entre pays producteurs et consommateurs, des partenariats public-privé, ainsi que l'utilisation d'outils numériques pour combler les lacunes en matière de données et de connaissances, et la mise en œuvre croissante de stratégies nationales visant à déployer à grande échelle les bonnes pratiques.

Reconnaissance des Marchés Nationaux

Un élan se crée désormais sur cette voie de travail, sous la direction de l'Indonésie Lors du Forum à Bali, les représentants des pays de la Coalition pour la reconnaissance des marchés élargis (BMRC) ont informé le groupe de l'initiative, qui s'appuie sur les travaux du processus FLEGT / VPA (Application des lois forestières, gouvernance et commerce / Accord de partenariat volontaire). La BMRC compte actuellement six pays membres (Cameroun, Ghana, Guyane, Indonésie, Libéria et République du Congo) et cherche à encourager une bonne gouvernance forestière par la reconnaissance mutuelle des systèmes nationaux de garantie de la légalité du bois et de gestion durable des forêts, facilités par un processus d'évaluation indépendant.

La discussion a mis l'accent sur les efforts visant à promouvoir l'application et l'harmonisation des normes nationales de gestion forestière et des systèmes de garantie de légalité du bois au sein des pays membres Les intervenants ont souligné le potentiel des approches nationales inclusives à grande échelle pour atténuer le risque de créer des « îlots de bien » inhérent aux dispositifs ciblant des concessions spécifiques Les participants se sont accordés sur l'importance d'une approche collaborative et multipartite impliquant l'industrie, la société civile et les gouvernements, ainsi que sur l'importance de l'indépendance des organismes d'évaluation, accompagnée de processus visant à soutenir les capacités du secteur public et privé pour avancer dans la bonne direction et atteindre la durabilité La BMRC se concentre sur le bois, et la discussion a inclus une réflexion de certains participants sur le potentiel d'étendre le travail à d'autres produits de base, en soulignant la possibilité pour d'autres secteurs d'adopter des approches similaires si les pays producteurs sont incités à développer des systèmes nationaux avec l'assurance que cela conduira à une reconnaissance sur le marché

Le Secrétariat du FACT continuera de travailler avec l'Indonésie et les pays membres du FACT, pour s'appuyer sur le leadership montré par les pays producteurs impliqués dans la BMRC, afin d'apporter une contribution significative à la réduction de l'écart entre les pays producteurs et consommateurs en ce qui concerne la reconnaissance nationale des marchés à travers les produits de base. Cela sera réalisé par la génération et la diffusion de connaissances, de preuves, de conseils et le partage des meilleures pratiques, afin d'informer les réformes politiques sur le sujet.



Soutien aux petits exploitants

Renforcer la compréhension des moyens par lesquels les pays membres du FACT peuvent soutenir les petits exploitants agricoles est demeuré une priorité en 2024. S'appuyant sur les événements des séminaires d'experts organisés en 2023 pour partager les meilleures pratiques, les pays ont commencé à envisager des moyens d'améliorer l'accès aux financements et leur disponibilité pour les petits exploitants, y compris pour soutenir la transition vers une production durable. Les pays continuent de reconnaître que les petits exploitants agricoles jouent un rôle crucial dans la production alimentaire mondiale, mais qu'ils ne reçoivent qu'une infime fraction des financements disponibles, bien qu'ils soient particulièrement vulnérables, notamment aux impacts du changement climatique.

Lors du Forum FACT à Bali, la ClimateShot Investor Coalition (CLIC) a présenté son rapport : [L'écart de financement climatique pour les systèmes agroalimentaires à petite échelle](#). Les représentants du FACT ont appris que les systèmes agroalimentaires n'ont reçu que 4,3 % des financements climatiques mondiaux en 2019/2020, soit l'équivalent de 28,5 milliards de dollars américains par an, ce qui est disproportionné au regard du fait qu'ils sont responsables d'environ un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Le rapport constate que les acteurs agroalimentaires à petite échelle reçoivent 5,3 milliards de dollars par an, soit seulement 0,8 % des flux mondiaux de financement climatique ou 19 % du financement climatique destiné aux systèmes agroalimentaires. La CLIC estime que les besoins financiers non satisfaits des acteurs agroalimentaires à petite échelle s'élèvent à environ 276 milliards de dollars par an. En réponse, les représentants des pays ont exprimé que les entreprises agroalimentaires multinationales doivent en faire davantage pour garantir que les petits exploitants de leur chaîne d'approvisionnement puissent accéder aux profits et aux financements.

En septembre 2024, le premier événement conjoint des domaines thématiques a eu lieu sur le sujet de l'inclusion des petits exploitants dans les systèmes de traçabilité et de transparence. L'événement a été bien fréquenté par vingt pays membres. L'intégration a été un thème clé de l'événement, tant en termes d'harmonisation des systèmes de traçabilité et de transparence nationaux et privés, qu'en travaillant à travers l'ensemble de la chaîne de valeur pour garantir qu'aucun acteur ne soit laissé de côté. Au-delà de l'intégration, l'importance du renforcement des capacités et du soutien aux petits exploitants a été soulignée à plusieurs reprises, car les systèmes ne progresseront pas si les petits exploitants n'en bénéficient pas. Le partage des données doit être équitable pour créer des incitations à la participation et doit être bilatéral. La transformation à travers la chaîne de valeur a été soulignée, incluant les côtés des consommateurs et des producteurs, et il a été noté que le soutien devrait atteindre à la fois les petits exploitants organisés et individuels, y compris les femmes et les groupes marginalisés.

Principaux enseignements de la session

L'événement a présenté des exemples concrets de systèmes T&T, illustrant comment ils répondent aux défis et aux problématiques rencontrés par les petits exploitants. Quelques points clés à retenir de la session :



Intégration à plusieurs niveaux

Il est essentiel d'assurer une collaboration entre les systèmes nationaux et les secteurs privés tout au long de la chaîne de valeur afin de ne laisser personne de côté. Cette approche permet d'éviter que les investissements financiers demeurent au niveau national sans avoir d'impact concret sur le terrain.



Autonomiser les petits exploitants

Il est crucial d'aller au-delà de la simple intégration et de se concentrer sur l'amélioration du bien-être et des avantages pour les petits exploitants.



Partage équitable des données

La collecte de données auprès des petits exploitants et la restitution de la valeur à travers des informations exploitables sont essentielles pour encourager l'engagement et la durabilité dans le secteur.



Transformation plutôt que simples ajustements

Bien que les changements progressifs puissent être utiles, ils ne sont pas toujours suffisants. Pour véritablement transformer la chaîne de valeur, il est nécessaire de repenser les rôles du consommateur et du producteur, en s'inspirant des pratiques existantes et des innovations futures afin de favoriser un changement significatif.





Traçabilité et transparence

Lors du Forum à Bali, les pays ont envisagé des travaux supplémentaires pouvant être entrepris, en s'appuyant sur la recherche de 2023 de l'Institut des ressources mondiales (WRI), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'Efeca ; afin d'identifier les meilleures pratiques, les conditions propices et les obstacles à l'amélioration de la traçabilité et de la transparence dans les chaînes d'approvisionnement des produits agricoles. Les pays ont partagé leurs expériences nationales pour construire une base de connaissances commune et identifier les lacunes où le FACT pourrait fournir des orientations, comme prévu dans la feuille de route du FACT. Les discussions ont tourné autour des domaines prioritaires identifiés comme suit :

Il a été convenu qu'une série de séminaires d'experts serait organisée pour explorer ces priorités clés identifiées, créant ainsi la base pour l'événement mentionné précédemment concernant l'inclusion des petits exploitants dans les systèmes de traçabilité et de transparence. Ces séminaires se poursuivront tout au long de 2025 et rassembleront des experts pour partager les expériences des pays et les leçons tirées, en abordant des défis spécifiques et en identifiant les lacunes et les besoins pour les décideurs et les financeurs.





Recherche, développement et innovation

Le Dialogue FACT continue d'offrir une plateforme efficace pour le partage des leçons et des informations entre les pays, dans le contexte d'un paysage réglementaire en évolution, afin d'atteindre un commerce durable.

Dans le domaine thématique du Commerce et des Marchés, l'étude de cadrage et la matrice ont offert une opportunité précieuse pour les pays de collaborer autour des domaines de convergence et de divergence concernant la production durable. Cette recherche a offert aux pays une occasion d'échanger leurs points de vue et d'identifier les zones d'alignement, alors que chaque pays travaille dans ses propres circonstances nationales pour atteindre un commerce durable.

Le rapport produit par le WRI, la FAO et Efeca sur la traçabilité et la transparence a offert aux pays une occasion de collaborer à travers des consultations tout au long du processus, depuis l'élaboration des méthodologies et des approches jusqu'à l'achèvement et l'application de la recherche. Ce travail a aidé les pays à s'aligner autour d'une série de domaines prioritaires pour des approfondissements et des séminaires d'experts, et a renforcé leur compréhension commune de la traçabilité et de la transparence.

Tout au long de 2025, le FACT continuera de privilégier la diffusion des connaissances comme fonction centrale, par le biais de séminaires de partage de connaissances, de réunions thématiques, de présentations et de productions axées sur les pratiques innovantes, incluant des stratégies visant à concilier production et protection.



Événements, sensibilisation et engagement

Through the past year, the FACT Dialogue has maintained presence at important international events. During COP28 in Dubai, an interactive event was held at the UK Pavilion, exploring linkages

between sustainable commodity trade for resilience food systems, people, and the climate. The event heard from the UK Minister of State for Energy Security and Net Zero, Mr Graham Stuart, and from Indonesia, the Vice-Minister for the Environment and Forestry of Indonesia, Dr. Alue Dohong, both emphasizing the need for sustainable development and trade while protecting forests and other critical ecosystems. Mini dialogues were also held on the thematic areas of Traceability and Transparency, Support for Smallholders, and Trade & Markets. During the World Economic Forum in Davos, representation from the FACT Dialogue highlighted that a core purpose of the Dialogue is to contribute to rebuilding trust through open and transparent dialogue, to foster a sustainable food system. At the UN FAO's 27th Session of the Committee on Forestry (COFO) conference held in August 2024, and at the annual FLARE conference held in October, the FACT Secretariat was represented, providing information to conference participants on the dialogue, highlighting its features as a government-to-government exchange for knowledge sharing and providing insights as to the ongoing work across the FACT thematic areas.

Stakeholders have been engaged through surveys, information sessions, event participation, engagement with relevant organizations, and ad hoc involvement in thematic areas and expert seminars. The FACT Secretariat will continue to draw on insights and feedback gathered from countries and stakeholders to strengthen collaboration with existing platforms and venues, increase synergies, facilitate the exchange and dissemination of knowledge available in other platforms, and contribute to driving progress towards the objectives of the FACT Dialogue.

Enhanced country engagement has also been prioritised during 2024, for the purpose of strengthening the basis for greater alignment, trust, international collaboration, and mutual accountability between engaged policy actors. The FACT Secretariat has placed increasing emphasis on outreach to FACT members, bilateral meetings, and coordination with countries, to enhance understanding as to how to ensure FACT remains beneficial to all member countries, whilst making a meaningful contribution on the ongoing discourse concerning the achievement of sustainable production and consumption.

En ce qui concerne les possibilités d'engagement des parties prenantes, les parties intéressées doivent contacter le secrétariat du FACT et s'assurer qu'elles s'inscrivent au [bulletin d'information du Dialogue FACT](#), qui fournit des informations actualisées.

Pour vous inscrire au bulletin d'information régulier du Dialogue FACT, cliquez [ici](#).





factdialogue.org

Le Dialogue FACT est un processus mené par les pays, de gouvernement à gouvernement. Le présent rapport d'étape a été élaboré par le CIFOR-ICRAF en tant que secrétariat du FACT, en consultation avec les pays participant au Dialogue FACT et sous la direction des coprésidents du FACT.